

Soixante-quinze personnes auraient été tuées par la force publique pendant la grève nationale en Colombie



Bogota, 29 juin (RHC) Les organisations non gouvernementales (ONG) Indepaz et Temblores ont dénoncé 75 assassinats au cours des deux mois de Grève Nationale en Colombie, qui s'est déroulée sous le signe de "l'usage excessif de la violence par la force publique".

Dans un rapport intitulé Chiffres de la violence dans le cadre de la grève nationale 2021, Temblores et l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz) ont indiqué que, sur ces 75 homicides, 44 auraient été commis par la force publique.

Le rapport, qui recueille des informations depuis le 28 avril dernier, date à laquelle la grève a commencé, jusqu'au 28 juin, précise que sur l'ensemble des assassinats, deux ont été commis contre des femmes et 73 contre des hommes.

Parmi les personnes tuées, 32 étaient âgées de 18 à 25 ans, 19 de 26 à 50 ans, 16 n'avaient pas d'identité, 5 étaient mineures et 3 avaient entre 60 et 80 ans.

Le rapport indique qu'au cours de la période considérée, 83 personnes ont été blessées par des balles tirées par les forces de sécurité depuis le début des manifestations.

En outre, 28 personnes ont été victimes de violences sexuelles. Parmi les actes de violence sexiste, on peut citer les pratiques suivantes : Harcèlement sexuel verbal ; Discrimination ; et Menaces avec violence sexuelle, a ajouté le texte.

Indepaz et Temblores ont établi que 1832 personnes ont été détenues arbitrairement par la force publique et 1468 personnes ont signalé des violences physiques de la part des forces de police.

Les ONG ont indiqué qu'au total, 3486 cas de violences policières ont été enregistrés pendant la grève nationale.

Ils ont soutenu que "la responsabilité des membres de la force publique est liée à des actions manifestement irrégulières telles que des omissions et des complicités qui doivent faire l'objet d'enquêtes par les organismes de contrôle et les instances internationales".

"Nous lançons une mise en garde contre l'usage arbitraire et disproportionné de la force par la Police nationale colombienne, qui viole systématiquement le droit de manifester et, en conséquence, viole un nombre incalculable de droits consacrés dans la Constitution et dans les cadres de mise en œuvre des droits de l'homme", ont-ils affirmé.

Dans leur rapport, les organisations ont fait plusieurs recommandations à l'État colombien, notamment "le démantèlement total de l'Escadron mobile antiémeute (ESMAD) en tenant compte des actes de violation des droits que ses membres ont commis dans le cadre de la protestation".

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/262209-soixante-quinze-personnes-auraient-ete-tuees-par-la-force-publique-pendant-la-greve-nationale-en-colombie>



Radio Habana Cuba